

Perspectives

Apériodique – n°20/098 – 6 mai 2020

Le point de vue

La nouvelle vague sera politique

Nous n'y échapperons pas : le versant politique de la crise sera très abrupt. Cela ne tient pas seulement à la comptabilité des morts mais à la puissance du traumatisme, au nombre de gens qui le partagent, et à la perception de la crise. Donc aussi, à la façon dont on va l'écrire. Or, l'histoire nous apprend que la mécanique politique post-crise se déploie en deux phases. D'abord des effets rapides, brutaux, pendant des élections par exemple. Puis, cela s'étale dans le temps, tandis que le vécu des événements est peu à peu brouillé par les multiples récits contradictoires qui en sont faits. Les Grecs appelaient ce moment l'hystérèse, ce qui vient après... Or, ce travail souterrain du politique, complexe, est le plus important. C'est lui qui déplace les idées et les institutions.

Les physiciens ont recours à la notion d'hystérèse pour comprendre des phénomènes physiques qui se prolongent, alors que les causes ont disparu. Les économies aussi y sont sensibles, notamment l'emploi¹. Et que dire des populations ! Plusieurs générations après, on se souvient, même sans le savoir. Les psychiatres connaissent la puissance de la mémoire générationnelle. Les crises se vivent mais on en hérite aussi : les Allemands tiennent plus que tout à la stabilité monétaire depuis 1923, et on mesure collectivement le poids de cet héritage en Europe.

Aujourd'hui, tout pointe le politique. La question sanitaire d'abord, qui a redéfini notre lien avec l'État. La violence du choc économique ensuite, et son aspect mondial. En 2008, les pays émergents n'étaient pas en récession, mais cette fois oui. Peu de pays ont les moyens du chômage partiel et du confinement, qui sont un « luxe » parfois impossible... Partout, chômage et précarité explosent. Comment imaginer qu'une courbe en V, ou en U, efface la puissance des effets d'hystérèse politiques ? Enfin, surtout, nous sommes entrés dans la crise déjà malades. Le monde d'avant était traversé par les inégalités, la perte de légitimité des États et la géopolitique. Le virus renforce ces pathologies, nous allons les retrouver décuplées. Tweets, Trump, et tout le reste.

Ce que l'immobilité a déjà fait bouger

En devenant pandémie, et surtout avec cette idée d'autres accidents possibles, le virus définit un univers d'état d'exception permanent. C'est un énorme changement de perception politique. Ce que Walter Benjamin appelait « le monde-catastrophe »², quand l'exception fusionne avec la règle.

¹Olivier J. Blanchard et Lawrence H. Summers, *Hysteresis and the European unemployment problem*, 1986

² Sur les thèses de W. Benjamin, voir *Gouvernance, souveraineté et catastrophe. L'ontologisation de la crise et la philosophie du présent* - Francisco Naishtat - Presses Universitaires de France - Diogenes 2009, n° 228

Premier constat : ce monde-catastrophe met en risque les libertés. En Hongrie, V. Orban a pris les pleins pouvoirs. En Pologne, et dans des États américains, des législations anti-avortement fleurissent en confinement. Et puis, l'inquiétude, partout, face aux applications, bracelets, drones et autres méthodes de suivi.

Deuxième constat : dans ce monde-catastrophe, le politique a repris du pouvoir. Il redonne de la responsabilité aux acteurs et de la valeur aux décisions. C'est une nouvelle importante, parce que le virus s'attaque donc à l'une des causes les plus profondes de la crise politique que nous vivions depuis trente ans : la rengaine sur les gouvernements tous identiques et sur l'économie qui avait pris les rênes. Or, les gouvernements n'ont pas tous fait les mêmes choix face au Covid : de Merkel à Bolsonaro, le pas s'est élargi... Quant à l'arbitrage entre politique et économie, il s'est brièvement inversé. C'était donc possible et on s'en souviendra. C'est un autre changement important de perception.

La seconde mort de Ronald Reagan

Troisième constat : les critères de légitimité des États ont bougé. Désormais, l'efficacité prime, ainsi que la sécurité. Cela va peser sur toutes les élections, et les régimes autoritaires n'y échapperont pas non plus. En Corée du Sud, le gouvernement a retrouvé sa popularité car il a bien géré la crise sanitaire. Aux États-Unis, après quarante ans de critiques de l'État-providence, le Big State redevient la condition de l'efficacité de l'État. Certes, quelques républicains s'inquiètent, mais le curseur a bougé : contrairement à 2008, démocrates et républicains sont d'accord pour une intervention massive voire durable de l'État. Et on se souvient alors que 1929 a produit aux États-Unis un (mince) filet de sécurité sociale ainsi qu'un réseau d'infrastructures et la Seconde Guerre mondiale un département unifié de la défense. Bref, c'est la seconde mort de R. Reagan qui annonçait à son investiture que l'État n'était pas la solution, mais la cause des problèmes. Troisième grand virage de perception politique.

Dollar is (still) King...

Dans ce monde-là, la géopolitique sera reine mais cela, en revanche, n'est pas une nouveauté. Plus difficile à prévoir est la question du roi. Difficile, car la crise redistribue la puissance. Au profit des GAFAs d'abord, car le contrôle des données est encore plus stratégique qu'avant : on parle à présent de capitalisme de surveillance. Ensuite, au profit des pays qui « sortiront » au mieux de la crise, et avant les autres. À ce jour, la Chine devrait être la seule grande puissance en croissance. L'État russe a certes une gestion sanitaire qui vise à préserver les secteurs stratégiques, mais il court un grand risque politique intérieur, et la crise de l'énergie l'affaiblit.

Quant aux États-Unis, la situation est complexe : perte de puissance d'une part (économie et secteur énergétique), risque politique intérieur d'autre part (chômage et menace de balkanisation institutionnelle, avec une hostilité croissante entre le centre et les États), mais aussi domination monétaire renforcée (la crise l'a rappelé s'il le fallait) et militaire (38% des dépenses mondiales). Mais, c'est justement ce cocktail de puissance et de déclin qui rend le pays dangereux, indépendamment de D. Trump : les sciences politiques³ décrivent depuis longtemps le comportement d'une puissance hégémonique acculée, qui détruit le rival mais aussi les institutions internationales qui ne jouent plus à son profit. Ou comment claquer la porte de l'OMS...

Enfin, dans ce monde-là, la guerre des discours ira bon train, à la mesure du traumatisme des populations : le Covid a renforcé l'importance du *soft power*. La Chine a lancé l'affrontement en déployant une *route des masques*, avec plus ou moins de réussite (livraisons non arrivées au Chili et dans certains pays africains, alliance resserrée avec le Pakistan et l'Europe centrale). Puis, les États-Unis ont répondu avec le thème de

³ Robert Gilpin, *War and change in world politics*, 1981

la responsabilité. Et depuis, tout va vite. Trop vite : signal certain d'une intensification des enjeux géopolitiques.

Hier, aujourd'hui, les accusations américaines dessinent le contour d'une guerre froide bipartisane qui mettrait l'Europe en situation de choix, tandis que la Russie s'alignerait sur la Chine, n'ayant pas eu gain de cause à sa demande de levée des sanctions. Moscou dénonce aussi l'activisme américain autour des ressources arctiques tandis qu'en Asie, le Covid a intensifié la tension Chine-Taïwan.

Tout cela n'agite pas que les grandes puissances. Partout, les politiques tentent de rejeter la responsabilité des événements sanitaires, en interne et en externe. Partout, l'Autre est responsable : puissance décuplée des logiques de « Bouc émissaire » dans la crise⁴. Quant à R. T. Erdogan, il parle d'aubaine : « Pour la première fois, nous assistons à une restructuration du monde. La Turquie a l'opportunité d'être au centre de ce processus ». Il n'a pas tort sur une recomposition géopolitique qui ouvre bien des possibles aux puissances secondaires (Arabie saoudite, Inde...).

Mais partout aussi, la nervosité des citoyens monte en écho à ces discours bellicistes. Aux États-Unis, l'hostilité des Américains vis-à-vis des Chinois est au plus haut depuis 2005, à 66% contre 35%. Bref. Que la politique rouvre de nouveaux possibles serait une bonne nouvelle. Mais que la géopolitique clive encore plus un monde épuisé en est une très mauvaise. ■

Tania Sollogoub

tania.sollogoub@credit-agricole-sa.fr

⁴ René Girard, *la Violence et le Sacré*, 1972

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet

Date	Titre	Thème
05/05/2020	<u>Europe du Sud – À l'heure du déconfinement</u>	Union européenne
04/05/2020	<u>Inde – Dure sera la chute</u>	Asie
30/04/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
30/04/2020	<u>Allemagne – Impact Covid-19</u>	Allemagne
30/04/2020	<u>France – Conjoncture, Flash PIB : la France entre en récession mais le pire reste à venir</u>	France
30/04/2020	<u>PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole - Spécial Covid-19 n°5</u>	Agri-agro
29/04/2020	<u>L'innovation, de la vigne au verre</u>	sectoriel
28/04/2020	<u>France – Covid-19 : tendances semaine du 19 au 25 avril 2020</u>	France, sectoriel
28/04/2020	<u>Russie – Le Covid réactive le risque politique</u>	Russie
27/04/2020	<u>Prix négatifs : la fin du pétrole ?</u>	Pétrole
24/04/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
23/04/2020	<u>PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole - Spécial Covid-19 n°4</u>	Agri-agro
22/04/2020	<u>La solidarité européenne est-elle impossible, conditionnée ou inconditionnelle ?</u>	Union européenne
17/04/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
17/04/2020	<u>Allemagne – Impact Covid-19 : de la crise sanitaire à la gestion de crise économique</u>	Allemagne

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication et rédacteur en chef : Isabelle Job-Bazille

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques :** Robin Mourier

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur l'App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.